

**Nations unies - Situation  
humanitaire en RDC - Intervention  
du représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 19 mars 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires Mark Lowcock ainsi que Mme Bahati et l'abbé Nsholo pour leurs présentations aussi poignantes qu'éclairantes.

Je souhaite en premier lieu saluer l'action des pays de la région, qui font preuve d'une solidarité à la mesure du défi posé et portent la charge première de l'accueil des réfugiés congolais, et saluer aussi le rôle des Congolais eux-mêmes, qui apportent quotidiennement secours et soutien à la fois aux populations déplacées et aux réfugiés venant en RDC. Plus de 11 millions de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, sont aujourd'hui en situation de déplacement forcé dans la région des Grands Lacs.

Je ne reviendrai pas sur le constat, terrible, qui a été présenté en détail par les intervenants et qui est un appel à l'action. La question à laquelle il nous faut répondre est donc de savoir comment répondre à cette crise et comment contribuer à la résoudre.

Premièrement, il nous faut dans l'immédiat apporter un appui financier. La crise humanitaire que subit la RDC nécessite un engagement renouvelé des partenaires concernés pour y faire face. La conférence des donateurs qui se tiendra en avril à Genève sera, je l'espère, l'occasion d'apporter une réponse déterminée à la hauteur des besoins des populations touchées par la crise.

Il nous faut aussi, et c'est mon deuxième point, nous attaquer aux causes profondes de la crise actuelle. Aux Kasaïs, un conflit entre un chef coutumier et les autorités, circonscrit au départ, a dégénéré pour provoquer une crise de très grande ampleur. Dans d'autres régions du pays, aujourd'hui au Tanganyika comme en Ituri ou dans les Kivus, des conflits locaux aggravent ou relancent des crises humanitaires dramatiques.

Dans toutes ces situations de conflits intercommunautaires et d'exactions de groupes armés, le facteur politique joue un rôle majeur et contribue à alimenter les tensions liées bien souvent à la disponibilité des ressources. La perspective des élections, présidentielles mais aussi législatives et provinciales, risque de rendre la compétition locale plus forte encore et de provoquer de nouvelles tensions.

Le gouvernement congolais, qui porte la première responsabilité dans l'organisation des élections, doit prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les conditions d'un scrutin libre, ouvert et apaisé sont en place, à commencer par la mise en oeuvre pleine et entière des mesures de décrispation prévues par l'accord de la St Sylvestre. Il en va aussi de la responsabilité de chaque candidat de s'assurer que ses partisans adoptent un comportement respectueux du débat politique et fassent preuve de retenue. Ces mesures sont indispensables pour prévenir de nouveaux affrontements et déplacements de population. Elles sont conformes aux "objectifs de réconciliation nationale, de tolérance et de démocratisation" qui relèvent des engagements souscrits par les autorités de RDC au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région.

Plus largement, c'est en agissant tôt, par des missions de dialogue et de médiation, que l'on parviendra à arrêter et empêcher la spirale qui a conduit à la crise humanitaire actuelle. La MONUSCO a un rôle essentiel à jouer à cet effet. L'approche intégrée adoptée par la mission pour protéger les civils vise à répondre à cet enjeu. Bien mise en oeuvre, elle peut même devenir un modèle pour le maintien de la paix. C'est un effort de toute la mission qui est nécessaire pour prévenir les conflits, agir en amont et éviter que les tensions ne dégénèrent. Les bons offices de la mission, s'appuyant sur un réseau dense d'alerte communautaire permettant d'identifier rapidement les risques de conflit, seront particulièrement cruciaux cette année. La France souhaite que cet aspect du mandat de la MONUSCO soit renforcé dans le mandat que nous adopterons d'ici la fin du mois.

On le voit, les deux missions prioritaires de la MONUSCO que sont la protection des civils et la préparation des élections sont indissociables et se renforcent mutuellement. C'est dire combien il est indispensable que la MONUSCO dispose de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

Il faut être réaliste, la MONUSCO ne pourra tout faire seule. Beaucoup dépendra de la façon dont se préparent les élections. Un climat électoral apaisé, où tous ont confiance dans le processus et qui permette à chaque candidat de s'exprimer librement, contribuera plus encore à l'apaisement que tout ce que la MONUSCO pourra faire.

Au-delà, j'en appelle aux pays de la région pour qu'ils mettent en oeuvre sans tarder les engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région. Il faut que des résultats tangibles viennent démontrer rapidement la réalité de ces engagements, qui ont été renouvelés collectivement en octobre dernier.

Je vous remercie./.